

M. Hales: Une question supplémentaire. Le ministre a dit qu'il y a une différence d'à peu près \$100, compte tenu des facteurs qu'il a mentionnés. Nous dirait-il pourquoi il n'y a pas parité complète?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, c'est ce que nous nous efforçons d'atteindre grâce à l'accord.

L'AGRICULTURE

DEMANDE DU RAPPORT DU COMITÉ D'ÉTUDE VU LA FIN DU CONGRÈS

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Comme le congrès sur l'agriculture est terminé, le ministre peut-il nous dire à quelle date nous pouvons compter recevoir le rapport définitif du comité d'étude?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le comité d'étude a indiqué lui-même, pendant le congrès, qu'il espérait terminer le rapport pour la fin de l'année. J'aimerais signaler aux députés que j'ai encore quelques-uns des documents préparés pour le congrès et si certains d'entre eux voulaient les obtenir, il leur suffirait d'envoyer une demande à mon bureau qui leur en adresserait volontiers un exemplaire. Je ne pourrais, cependant, attendre que quelques jours encore car des écoles et universités d'agriculture voudraient obtenir les exemplaires qui nous restent.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il dire s'il déposera à la Chambre ou présentera au comité de l'agriculture une manière de rapport émanant du congrès afin que nous puissions connaître les opinions des 400 personnes qui ont conféré du rapport du comité d'étude?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, un résumé de la discussion qui s'est déroulée au congrès sera préparé et distribué aux intéressés et aux observateurs, donc à tous les membres du comité permanent de l'agriculture. Si d'autres députés voulaient l'obtenir, qu'ils veuillent bien en informer mon bureau et nous le leur ferons parvenir.

LES MACHINES AGRICOLES

LES MESURES RELATIVES AUX DIFFÉRENCES DE PRIX

M. Ed Schreyer (Selkirk): Monsieur l'Orateur, maintenant que la Commission des prix des machines agricoles a présenté un mémoire au congrès agricole, le ministre peut-il nous dire si son ministère est en train de mener

[L'hon. M. Pepin.]

des discussions en vue de prendre des mesures pour appliquer les conclusions du commissaire qui font état de différences de prix de plusieurs centaines de dollars?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur. Qui plus est, M. Barber, qui faisait partie de la Commission, m'a indiqué qu'il me remettra, ces jours-ci un nouveau document qui tiendra compte des procédés de fixation de prix distincts, si je puis les appeler ainsi, dans de nombreux endroits, en plus de la différence entre les pratiques en vigueur en Angleterre et celles du Canada. J'estime que pour rendre justice à la Commission et à l'industrie agricole, nous devrions attendre, avant de continuer, la période supplémentaire qui sera peut-être nécessaire pour la présentation du rapport relatif à tous ces procédés de fixation des prix.

LES LANGUES OFFICIELLES

LA REPRISE DU DÉBAT SUR LE PROJET DE LOI

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Pourrait-il indiquer à la Chambre si le ministre de la Justice et d'autres responsables du gouvernement ont terminé leurs entretiens avec les premiers ministres et les procureurs généraux des provinces qui ont jugé inacceptable le projet de loi sur les langues officielles? Si oui, le premier ministre pourrait-il nous dire à quelle date la Chambre est censée reprendre le débat sur le bill concernant les langues officielles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice a eu je crois des entretiens avec le procureur général de chacune des provinces. Il m'a fait part des résultats de ces conversations. Les provinces voudraient, semble-t-il, que le bill soit modifié, si elles ne le soumettent pas à la Cour suprême. Nous étudions actuellement les amendements proposés, avec le ministre et le secrétaire d'État. Une fois que le cabinet se sera prononcé à ce sujet, ou les amendements seront présentés à la Chambre, ou nous étudierons le bill sous sa forme première.

M. Alexander: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre oserait-il nous dire quels articles du bill actuel ont été jugés inacceptables par les premiers ministres et par les procureurs généraux des provinces?

Le très hon. M. Trudeau: Non, je n'aurais de cette audace, monsieur l'Orateur.